



B'nai B'rith Europe is outraged by the bill approved Friday, January 27 by the Polish Parliament prohibiting any expression suggesting a link between Poland and the crimes Nazis made on his territory

The Polish Parliament chose on Friday, January 27, date of the International Holocaust Remembrance Day, to approve a law prohibiting any communication suggesting a link between Poland and the Nazis crime made on its territory during the Second World War. According to this new legislation, using terms such as "polish death camp" can result in a prison sentence.

In May 2002, Polish politicians and personalities called for apology President Barack Obama for having designated "polish death camp" the exterminations camps built by Nazi Germany in the occupied Poland, during a ceremony at the White House in posthumous tribute to Jan Karski, former polish officer who provided the Westerners with testimonies on the Nazi policy extermination of the Jews.

In answer to many criticisms, Polish Prime Minister Mateusz Morawieci affirmed "Auschwitz-Birkenau is not a Polish name and Arbeit macht frei is not a Polish expression" supporting the thesis that the use of term "Polish death camp" gives a distorted impression that Poland is responsible for the Shoah.

The President of B'nai B'rith Europe, Serge Dahan, quoting Albert Camus "To call things by incorrect names is to add to the world's misery" is indignant and condemns this legal text which he considers as a new attempt at rewriting history.

For Yad Vashem this text "is liable to blur the historical truths regarding the assistance the Germans received from the Polish population during the Holocaust."

Israel's president, Reuven Rivlin, recalled a statement Poland's then-President Aleksander Kwaśniewski, who in 2000 told the Israeli parliament that "one cannot fake history, one cannot rewrite it, one cannot hide the truth. Every crime, every offence must be condemned, denounced, must be examined and exposed."

B'nai B'rith Europe emphasizes that if it is true that the death camps were built in Poland whereas Poland was under occupation Nazi, a rewriting of the history which would seek to deny complicities in the crimes committed against the Jews on the Polish territory during the Second World War is intolerable in the name of the truth and is an insult in memory of victims of the Shoah.

To come into effect, this text must be voted by the Senate and signed by the Polish President, therefore B'nai B'rith Europe requires from the Polish government to modify this bill before its definitive adoption.

The President of B'nai B'rith Europe, Serge Dahan, asks from all B'nai B'rith Europe representatives to quickly meet Polish ambassadors in their countries of origin to spread the position of B'nai B'rith

B'nai B'rith Europe est indigné par le projet de loi approuvé vendredi 27 janvier par le parlement polonais interdisant toute expression suggérant un lien entre la Pologne et les crimes nazis commis sur son territoire

Le parlement polonais a choisi le vendredi 27 janvier, date de la Journée Internationale à la mémoire des victimes de l'Holocauste, pour approuver une loi interdisant toute expression suggérant un lien entre la Pologne et les crimes nazis commis sur son territoire pendant la Seconde Guerre Mondiale. Selon cette nouvelle législation, le terme « camp d'extermination polonais » serait passible d'une peine d'emprisonnement.

Déjà en mai 2012 des hommes politiques et des personnalités polonaises avaient demandé au Président américain Barack Obama des excuses pour avoir désigné « camps polonais de la mort » les camps d'extermination installés par l'Allemagne nazie en Pologne occupée, lors d'une cérémonie donnée à la Maison Blanche en hommage posthume à Jan Karski , ancien officier polonais qui a fourni aux occidentaux des témoignages sur la politique d'extermination des Juifs par les nazis.

En réponse aux nombreuses critiques, le Premier Ministre polonais Mateusz Morawieci a affirmé « Auschwitz-Birkenau n'est pas un nom polonais et Arbeit macht frei n'est pas une expression polonaise » soutenant la thèse que l'utilisation du terme « camps de la mort polonais » donne la fausse impression que la Pologne est responsable de la Shoah.

Le Président du B'nai B'rith Europe, Serge Dahan, citant Albert Camus « Mal nommer les choses ajoute au malheur du monde » s'indigne et condamne ce texte de loi qu'il considère comme une nouvelle tentative de réécriture de l'histoire.

Pour Yad Vashem ce texte est « susceptible de brouiller la vérité historique concernant l'assistance que les Allemands ont reçue de la part de la population polonaise durant l'Holocauste ».

Le Président d'Israël, Reuven Rivlin, a rappelé une déclaration de l'ancien président, Aleksander Kwaśniewski, qui avait déclaré en 2000 au parlement israélien « qu'on ne peut pas faire semblant avec l'histoire, on ne peut pas la réécrire, on ne peut pas cacher la vérité ».

Le B'nai B'rith Europe tient à affirmer que s'il est vrai que les camps d'extermination ont été construits en Pologne alors que la Pologne se trouvait sous occupation nazi, une réécriture de l'histoire qui chercherait à nier des complicités dans les crimes commis contre les juifs sur le territoire polonais pendant la seconde guerre mondiale est intolérable au nom de la vérité et est une insulte à la mémoire des victimes de la shoah.

Pour entrer en vigueur, ce texte doit être voté par le Sénat et signé par le Président polonais aussi le B'nai B'rith Europe demande au gouvernement polonais de modifier cette loi avant son adoption définitive.

Le Président du B'nai B'rith Europe, Serge Dahan, demande à tous les représentants du B'nai B'rith en Europe de rencontrer rapidement dans leurs pays d'origine les ambassadeurs de Pologne afin de faire connaître la position du B'nai B'rith Europe qui dénonce ce projet de loi et qui demande au gouvernement polonais de modifier cette loi avant son adoption définitive.